

rons résoudre le problème, mais c'est uniquement en assainissant le domaine économique lui-même que nous pourrions sauvegarder la fonction révolutionnaire de l'Etat ouvrier. Ainsi nous aurons réalisé une prémisse qui permettra au prolétariat vainqueur de confier la défense de la conquête de l'Etat non à ses forces propres, mais au prolétariat international lui-même et cela au travers de l'Internationale.

Par rapport au communisme de guerre, la Nep se différencie par un changement qui va intervenir non dans le domaine politique (reconstitution des droits des classes dépossédées) mais dans le domaine juridique des rapports qui vont désormais s'établir entre ces classes et les moyens de production. La position critique envers la Nep, et suivant laquelle les concessions dans l'ordre économique ne pouvaient avoir pour conséquence que la reconquête des droits politiques par les classes reconstituées au travers de la Nep est pleinement controuvée par l'expérience qui a vu l'évincement presque total des droits des éléments capitalistes en Russie. Nous avons déjà dit qu'au point de vue politique tout cela n'a pas empêché un transfert : le parti communiste monopolisant l'appareil économique et politique, de sa position initiale révolutionnaire évoluant vers une position réactionnaire. Le changement qu'apporte la Nep, se vérifie-t-il dans les fondements mêmes de la politique prolétarienne? Et, dans ce cas, le choix se pose-t-il au parti communiste de ne pas abandonner le communisme de guerre et d'aller directement à l'encontre d'une faillite d'un régime qui ne peut plus subsister sans faire appel à ces changements dans l'ordre juridique et économique? A notre avis, non seulement la Nep n'apporte pas une modification dans le mécanisme interne de fonctionnement et de développement de l'action communiste de la classe ouvrière, mais son apparition est parfaitement normale et peut très bien s'accompagner avec le cours d'une politique révolutionnaire de l'Etat prolétarien.

En effet la thèse qui ressort des travaux du Deuxième Congrès de l'Internationale, surtout dans les questions agraire et coloniale, tout en constatant l'impossibilité de fonder une économie socialiste en dehors d'une haute expansion industrielle de la production, n'en arrive nullement à conclure que le prolétariat soit forcé d'en arriver à un partage du pouvoir avec les classes ennemies ou bien à un mélange de sa politique avec celle de ces classes adverses afin de pouvoir établir la cohabitation entre les différentes formes économiques. Le rétablissement de la petite production

et de la petite propriété agraire sont la rançon de l'inachèvement de l'industrialisation mais l'Etat prolétarien qui est désarmé en face de ce problème et ne peut arriver à industrialiser l'économie agraire qu'en fonction de la marche victorieuse de la révolution mondiale, n'est nullement forcé d'édulcorer sa politique et d'y admettre les revendications des classes moyennes qui sont en définitive les chacals du grand impérialisme capitaliste. Tout le problème consiste à établir si les frontières territoriales d'un Etat prolétarien peuvent suffire à déterminer sa politique ou si par contre il faut dépasser ces frontières et établir cette politique en une toute autre ambiance qui sera celle de la lutte entre le prolétariat et le capitalisme dans leur expression internationale : non celle de la possibilité ou de l'impossibilité de construire le socialisme en un seul pays. A ce sujet, il faudra bien remarquer qu'entre les nouvelles positions de Staline et les toutes premières qui furent affirmées à ce sujet, et cela même du temps de Lénine (discours de Trotsky au 4e Congrès de l'Internationale) il existe un lien de dépendance qu'il serait vain de dissimuler aussi bien qu'il serait stupide de le réduire à un problème de responsabilités personnelles. Nous, qui avons intégralement défendu les positions de Lénine et de Trotsky, lors du 4e Congrès et lors de la Nep, nous sommes bien qualifiés pour affirmer nettement que, surtout dans des domaines aussi complexes, ce qui conditionne la capacité de compréhension des problèmes historiques, c'est le degré de maturité de la classe prolétarienne et non les qualités intellectuelles de ses chefs. En 1921, le prolétariat mondial n'avait pas mûri les conditions lui permettant de clarifier ces problèmes et cela parce qu'il lui manquait une expérience d'où aurait pu partir l'effort de son parti de classe : de l'Internationale Communiste. Aujourd'hui, ce sont uniquement les expériences vécues qui permettent à des militants d'une force intellectuelle dérisoire en face de celle de Lénine et de Trotsky, d'effectuer les efforts que nous osons faire dans cette direction. Le tout c'est de ne pas négliger cet effort quand les conditions mûrissent pour son éclaircissement et nullement de s'aventurer en une recherche de responsabilités individuelles ni, au surplus, de se cantonner en une protestation véhémement contre Staline, en qui l'on voudrait retrouver l'auteur de tout le bouleversement qui s'est accompli dans le domaine de la lutte de classe en Russie et dans le monde entier. Que les situations révolutionnaires poussent à l'apparition des génies prolétariens qui

prendront la direction du mouvement ouvrier, alors que les situations réactionnaires portent à la tête des partis ouvriers les militants les moins qualifiés au point de vue intellectuel et moral, cela ne doit pas nous faire oublier que c'est seulement sur le terrain de la lutte des classes qu'il sera possible de retrouver les causes de la dégénérescence actuelle, et, par conséquent, c'est ici seulement — et non dans des problèmes de personnes — que nous pourrions reconstituer les conditions permettant la reprise de la lutte ouvrière ou si celle-ci s'avère impossible dans les situations actuelles, la victoire du prolétariat dans la nouvelle situation que créeront les contrastes qui minent les bases mêmes du régime capitaliste mondial.

C'est lors de l'introduction de la Nep que le problème théorique fut soulevé au sujet de la gestion économique de l'Etat prolétarien et la thèse centrale qui fut alors affirmée et défendue par l'unanimité de l'Internationale Communiste consistait à affirmer l'existence de deux fronts : capitaliste et socialiste au sein de l'économie russe, tout en prévoyant la possibilité de la victoire du secteur socialiste pendant le laps de temps qui nous séparait de la victoire prolétarienne dans les autres pays. L'on commençait par considérer socialistes les institutions contrôlées par l'Etat, et l'on confiait à celles-ci la possibilité de lutter pour le socialisme au cours d'une lutte dont le terme aurait été l'évincement de toutes les autres formes économiques existant en U.R.S.S. A un certain point de vue cet objectif a été pleinement réalisé actuellement en Russie et pourtant nous sommes bien loin du compte, ainsi que nous l'avons déjà dit. Nous basant sur les considérations économiques que nous avons expliquées dans la troisième partie de ce chapitre nous ne pouvons souscrire à la qualification de socialiste donnée aux institutions étatiques, et sur le plan où ce problème fut soulevé en 1921-22, nous le pouvons d'autant moins que la condition indispensable pour permettre à ces organismes de sortir victorieux du duel avec les formations économiques privées, consistait justement en un rythme de l'accumulation plus intense que dans le secteur privé, ce qui signifie aussi que les industries socialistes devaient réaliser une plus-value supérieure aux autres industries. Or, à notre avis, le caractère de diversification entre l'économie socialiste et bourgeoise consiste justement dans ce fait que la première sacrifie les intérêts de l'accumulation aux conditions de vie des ouvriers et que les salaires y seront plus élevés déterminant ainsi une accumulation et une industrialisation

beaucoup moins intenses. Au fond, dès le début, le problème de la Nep fut posé en considérant que les fonctions économiques de l'Etat prolétarien pouvaient jouer un rôle révolutionnaire dans le domaine de la lutte en U.R.S.S. aussi bien que pour ce qui concerne la lutte du prolétariat des autres pays.

Mais dans le domaine économique, il n'existe aucune possibilité de réalisation du socialisme ni au sein du secteur socialiste, ni au sein d'un pays tout entier, ainsi que l'a prouvé une expérience arrivée au terme du double processus d'une industrialisation effrénée et du monopole économique de l'Etat. Dans le domaine économique l'Etat prolétarien ne peut avoir d'autre objectif que d'être un instrument aux mains des ouvriers pour la lutte révolutionnaire suprême (la révolution mondiale) aussi bien que d'appuyer les syndicats posant leurs revendications immédiates portant sur l'amélioration de leurs conditions de vie. Les fondements mêmes du problème tel qu'il fut considéré en 1921, doivent à notre avis être réexaminés dans le sens que toute possibilité de victoire socialiste doit être écartée en dehors de la victoire de la révolution dans les autres pays et qu'il faudra parler plus modestement non d'une économie socialiste mais simplement d'une économie prolétarienne. D'une économie donc qui exclut la possibilité d'arriver à la suppression des classes, qui affirme ne pas pouvoir considérer comme socialistes les institutions étatiques, et qui "assigne un but bien plus limité, celui de l'élévation des conditions de vie des travailleurs. Au cours de son développement, ainsi que nous l'avons dit, cette économie parviendra à rester dans le chemin prolétarien en réalisant cette élévation des salaires qui se trouve justement à l'encontre de ce que l'on considéra en 1921 comme une victoire socialiste, à savoir l'extension en progression et en profondeur de l'industrialisation économique.

De ce qui précède, il résulte que le problème de savoir si l'introduction de la Nep ne pouvait avoir d'autres conséquences que la dégénérescence progressive de l'Etat russe, ne se pose pas en réalité car les bases mêmes de l'Etat prolétarien ne résident nullement dans la réalisation d'une économie socialiste mais se trouvent bien au delà et dans des considérations d'un tout autre ordre : des considérations ayant trait à la lutte de classe internationale où la première condition à réaliser pour une solution correcte du problème, consiste justement que ni avec la Nep, ni avec le communisme de guerre, les conditions n'étaient rem-